

Gérard Dalongeville "Cahuzac ? Ce n'est que le début"

L'ancien maire socialiste d'Hénin-Beaumont a passé près d'un an en prison. Aujourd'hui, il parle. Pour lui, l'affaire Cahuzac est le détonateur d'une gigantesque affaire d'État.

Que vous inspire l'affaire Cahuzac ?

J'espère que, derrière le compte en Suisse de Cahuzac, on ne découvrira pas ceux de célèbres strauss-kahniens d'hier... Le PS a été en partie financé par les marchés du matériel médical. Les élus sont de fait présidents de l'hôpital de leur commune. Je l'ai pratiqué quand j'étais maire d'Hénin-Beaumont. On fait le tour des hôpitaux et les commandes sont passées à une entreprise amie. Celle des fils de Jacques Mellick, l'ancien député et maire socia-

liste de Béthune. L'argent rétrocedé sert à financer le PS. Cet argent détourné des marchés médicaux, j'en prends le pari, on va le retrouver sur des comptes à Singapour. Et il n'y a pas que cela...

Que sous-entendez-vous ?

Qui finançait les parties fines de DSK ? L'entreprise de BTP Eiffage. Bientôt, on fera le lien avec Martine Aubry et l'attribution du marché du Grand Stade de Lille à Eiffage. Certains faits sont troublants. Revenons début 2008. La communauté urbaine de Lille est encore présidée par Pierre Mauroy. Lors du dernier conseil communautaire qu'il préside, en février 2008, le marché du stade est attribué à

Bouygues. Dès son élection, Aubry évince Bouygues pour lui préférer Eiffage, alors que le projet coûte 100 millions d'euros de plus. On nous explique alors que c'est Eiffage qu'il faut retenir pour ses qualités exceptionnelles. On va découvrir des passerelles entre les parties fines de DSK, financées par Eiffage, et le marché public du Grand Stade qui lui a été attribué. D'ailleurs, les responsables de l'entreprise, devant les policiers et les juges, ont reconnu avoir approché les élus pour décrocher ce contrat. En précisant que certains élus avaient été très "gourmands".

François Hollande pouvait-il ignorer ces faits ?

18 - Valeurs actuelles 11 avril 2013

C'est toute la question. Savait-il ou pas ? Est-il un menteur ou un amateur ? Jusqu'où un président de la République, qui, après avoir été à la tête d'un parti pendant onze ans, peut-il dire "je ne savais pas" ? L'hypothèse la plus probable, c'est que tout le monde savait. Il y a une bombe à retardement qui touche au financement du PS et qui arrive jusqu'à la campagne de Hollande. J'en suis certain. Quand Hollande venait dans le Pas-de-Calais, les journalistes de la presse locale qui suivaient ses visites



MARC CHARUEL

l'interrogeaient sur les affaires du Pas-de-Calais. "Rumeurs", répondait Hollande.

De même, lors de la succession de Hollande à la tête du PS, j'ai fait voter deux fois des militants. Des centaines de militants. L'écart entre Ségolène Royal et Martine Aubry se comptait en dizaines de voix. On est la seule fédération à ne pas être dans le fichier national. On gère notre fichier au niveau local. On crée un fichier jeunes socialistes, on invente un fichier radical socialiste, et tout devient possible.

À l'époque de la SFIO, l'objectif était

d'empêcher l'implantation des communistes. Marseille, Dunkerque, le bassin minier étaient des secteurs stratégiques. C'est ici que l'on fera toutes les compromissions. L'objectif est officiel. Il faut truquer les marchés pour reprendre des villes au PC. Aujourd'hui, il n'y a plus de mur de Berlin, plus d'URSS et, logiquement, ces financements irréguliers auraient dû cesser. Non, on a continué. Où va cet argent ? Il sert maintenant à financer directement le PS. ●

Propos recueillis par Josée Pochat

Gérard Dalongeville est notamment l'auteur de "PS, je t'aime moi non plus", à paraître le 19 avril aux éditions Jean-Claude Gawsewitch.